



Rencontres annuelles du réseau Formabio

Du 8 au 10 Novembre 2016

EPLEFPA de Metz Courcelles-Chaussy

Courcelles-Chaussy (Moselle)

Bertrand Minaud – Jean-Marie Morin

Préambule

Ce document est construit à partir de la prise de notes réalisée pendant les deux jours des rencontres, complétée ou amendée par quelques participants aux rencontres, notamment pour le travail en ateliers.

Il donne accès, via des liens hypertextes à l'ensemble des présentations utilisées par les intervenants.

Sommaire

Table des matières

Programme.....	3
Participants et intervenants (39 personnes) :.....	5
Les attentes des participants:.....	6
Les Interventions et présentations.....	6
41) LA BIO EN LORRAINE ET EN MOSELLE.....	6
42) L'AGRICULTURE BIOLOGIQUE DANS L'ENSEIGNEMENT AGRICOLE EN RÉGION GRAND-EST (FLORENT FLAMION, CHARGÉ DE MISSION SRFD/DRAAF).....	7
43) L'EPLFPA DE COURCELLES-CHAUSSY (MARC LIOTARD, DIRECTEUR ADJOINT).....	9
44) PROGRAMMES ET ACTIONS TRANSFRONTALIÈRES.....	9
45) BILAN D'ACTIVITÉ DU RÉSEAU ET PERSPECTIVES (JEAN-MARIE MORIN ET BERTRAND MINAUD CO-ANIMATEURS DU RÉSEAU FORMABIO).....	10
46) LA BIO À LA CHAMBRE D'AGRICULTURE DE MOSELLE ET TRAJECTOIRE PERSONNELLE DE SON PRÉSIDENT (ANTOINE HENRION, PRÉSIDENT DE LA CHAMBRE D'AGRICULTURE DE MOSELLE).....	13
Présentation et visite de l'exploitation agricole de l'EPLFPA (Laurent Rommert).....	15
Les travaux en ateliers.....	17
61- ATELIER D'ÉCHANGES TRANSFRONTALIERS.....	17
62- ATELIER MARAÎCHAGE SUR PETITES SURFACES.....	17
63- ATELIER « PÉDAGOGIE ».....	17
64- ATELIER SANTÉ ANIMALE EN ÉLEVAGE BIO.....	18
65- ATELIER SYSTÈMES DE POLYCLTURE ÉLEVAGE ET AGRO-ÉCOLOGIE : LA BIO EST-ELLE UNE SOLUTION POUR LES FERMES D'EPL ?	18
En guise de conclusions : « rapport d'étonnement » des participants.....	18

I. Programme

Mardi 8 novembre

13h30 Accueil - Café

14h00 Organisation de la réunion - Attentes des participants

14h30 Temps d'échanges avec :

- du CGA Lorraine : la bio en Région Grand-Est, caractéristiques et enjeux
- Florent Flamion, adjoint au SRFD – DRAAF Grand-Est : l'agriculture biologique dans l'enseignement agricole en Région
- Marc Liotard, directeur adjoint de l'EPLEFPA de Courcelles-Chaussy : l'EPLEFPA et l'agriculture biologique

16h00 Pause

16 h 30 : Programmes et actions transfrontalières sur l'enseignement de la Bio (Certibio-Rhin par Bernard Wentz, perspectives « Grande Région » par Catherine Boulot)

18 h 00 : Présentation générale de la ferme de Courcelles-Chaussy (Laurent Rommert, directeur)

Mercredi 9 novembre

8h30 Travaux en ateliers

- Santé animale en élevage bio (avec l'éclairage de Catherine Experton - ITAB)
- Maraîchage sur petites surfaces : des systèmes viables et pouvant être multipliés ? (témoignage Guillaume Boitel, maraîcher impliqué dans le programme CASDAR Maraîchage Autonome sur Petites Surfaces)

10h50 Pause

11h : Visite de la ferme

12h30 : Repas bio

14h00 Travaux en ateliers :

- Systèmes de polyculture élevage et agro-écologie : la bio est-elle une solution pour les fermes d'EPL ? (animation : Charlotte Beaulaton cheffe de projet, Emmanuelle Zanchi animatrice réseau élevage)
- Échange d'expériences sur la formation bio en France, Allemagne et Luxembourg
- Echanges de pratiques pédagogiques pour enseigner la bio

16h45 Pause

17h : Animation « Agriculture biologique – Agro-écologie » (Bertrand Minaud, Jean-Marie Morin)

Jeudi 10 novembre

8h30 Bilan des activités du réseau Formabio et perspectives

10h00 Pause

10h15 La bio en Moselle par la Chambre d'agriculture, et trajectoire personnelle vers la bio (Antoine Henrion, agriculteur en conversion bio, président de la Chambre d'agriculture) Conclusion des travaux menés en ateliers

10h45 Conclusion des ateliers du mercredi

11h30 : Bilan à chaud des rencontres

12h15 : Fin des rencontres

II.Participants et intervenants (39 personnes) :

[participations partielles, le mardi [M], mercredi[Me], jeudi[J]]

- *Franck ADAMS, enseignant lycée agricole technique, Luxembourg
- *Vanessa ALTMEYER, ministère de l'environnement et de l'agriculture, Allemagne [Me]
- *Stéphane ANTONOT, enseignant EPLEFPA de Chaumont (52) [Me]
- *Suzanne ARTMANN, enseignante lycée agricole technique, Luxembourg
- *Aurélie BELLEIL, chargée de mission ABIODOC, VetAgroSup (63)
- *Hermann BOECKER, centre de service de l'espace rural – coordinateur agriculture biologique (Allemagne) [Me]
- *Catherine BOULOT, enseignante EPLEFPA Nancy Pixéricourt et chargée de mission « Grande Région » (54) [M] [Me]
- *Christophe CAHU, formateur maraîchage CFPPA de Coutances (50)
- *Bertrand CAILLY, directeur d'exploitation de EPLEFPA de Nancy Pixéricourt (54) [Me]
- *Margaux CUVIER, chargée de mission, SRFD/DRAAF Grand-Est [M]
- *Anne-Claire DELESTRE, animatrice du centre de ressource, CFPPA Rennes-Le Rheu (35)
- *Alexia DUPONT-ARNAUD, coordinatrice licence Pro ABCD, VetAgoSup (63)
- *Dominique EVE, formateur élevage CFPPA de Coutances (50)
- *Catherine EXPERTON, animatrice commission élevage ITAB [Me]
- *Charlotte FIGUEREDO, chef de projet et partenariat de Lorraine, basée à Pixericourt (54) [Me]
- *Florent FLAMION, responsable du pôle formations professionnelles continues, apprentissage et territoires SRFD/DRAAF Grand-Est [M]
- *Antoine HENRION, agriculteur et président de la Chambre d'Agriculture de la Moselle (57) [J]
- *Pierre HUCHOT, enseignant EPLEFPA de Courcelles-Chaussy (57) [M] [Me]
- *Jérôme JOUBERT, enseignant EPLEFPA de Chaumont (52) [Me]
- *Chritian KRUPP, agriculteur bio, Allemagne [Me]
- *Xavier LECOEUR, inspecteur des exploitations agricoles et ateliers technologiques [Me]
- *Christine LEMARIE, responsable BTS ACSE à orientation bio en formation à distance au CERCA-Ecole Supérieure d'Agriculture à Angers (49)
- *Marc LIOTARD, directeur adjoint EPLEFPA de Courcelles-Chaussy (57)
- *Philippe LORQUIN, directeur d'exploitation EPLFPA de Château-Salins (57) [Me]
- *Patrick LUKAS, formateur CFPPA de Courcelles-Chaussy (57) [M] [Me]
- *Philippe MEYER, formateur CFPPA de Courcelles-Chaussy (57)
- *Bertrand MINAUD, co-animateur réseau Formabio basé à Niort (79)
- *Hervé MONTIGNY, directeur de l'EPLFPA de Courcelles-Chaussy et Château-Salins (57) [M] [J]
- *Jean-Marie MORIN, DGER co-animateur Réseau Formabio, basé à Rennes (35)
- *Patrice MULLER, formateur CFPPA de Courcelles-Chaussy (57)
- *Peter ORTMANNNS, responsable section agriculture horticulture lycée Saint-Vith, Belgique [M]
- *Nadine PIBOULE, chargée de communication et responsable du pôle conversion au CGA de Lorraine [M]
- *Sarah ROKIA, formatrice CFPPA de Courcelles-Chaussy (57)
- *Laurent ROMMERT, directeur d'exploitation EPLEFPA de Courcelles-Chaussy (57) [M] [Me]
- *Franck SANGOUARD, directeur d'exploitation EPLEFPA de Mirecourt (89) [Me]
- *Stéphanie SAURETY, enseignante EDUTER/CNPR (63)
- *Benôit Voetzel, responsable de l'atelier maraîchage bio, ferme de l'EPLFPA de Courcelles-Chaussy (57) [Me]
- *Bernard WENTZ, représentant de l'ex-DRAAF Alsace (67) [M] [Me]
- *Emmanuelle ZANCHI, animatrice réseau élevages, basée à Chaumont (52)

Pour le temps d'échange avec Antoine Hérion, participation des stagiaires du CFPPA de Courcelles Chaussy en formation certificat de spécialisation en agriculture biologique.

III. Les attentes des participants:

Une présentation croisée par binôme a précédé un rapide tour de table pour présenter les participants et leurs attentes pour ces deux journées de travail.

Ci-après, « en vrac », l'expression des ces attentes :

- Maraîchage en Lorraine, petites surfaces et micro-fermes. Dimension transfrontalière.
- Comment développer la bio en France et étendre le bio de manière professionnelle ?
- Connaître le réseau, des ressources pédagogiques innovantes, découverte du maraîchage bio à Courcelles
- Échanges
- Rencontre de formateurs et DEA : avoir connaissance de ce qui se fait dans l'enseignement technique.
- Travaux sur l'élevage / santé animale
- Rencontre et immersion dans le réseau
- Question sur l'accompagnement des EPL
- Rencontres, échanges, évolutions, liens enseignement supérieur/enseignement technique
- Rencontre des collègues, argumenter bio/pas bio, partage d'expérience et ressources partagées.
- Rencontre de l'enseignement agricole pour faire plus de lien avec les professionnels et comprendre comment ça se passe avec les jeunes
- Informations sur la bio en grand-est. Quelles possibilités de développement dans les EPL Faciliter les échanges entre les régions de la « Grande Région » (apprenants / enseignants) autour de la bio
- Découvrir ce qui se passe, repérer des besoins.
- Rencontre des collègues.
- Intérêt pour les formations bio en France. Conversion bio dans un cadre de crise du lait
- Besoin de références, reprise de contact avec des réalités
- Échanges sur les formations.
- Partage d'informations, y compris en transfrontalier
- Échanges transfrontaliers.
- Intérêt sur les semences maraîchère en particulier

IV. Les Interventions et présentations

41) La bio en Lorraine et en Moselle

Nadine PIBOULE, chargée de communication et responsable du pôle conversion au CGA de Lorraine a été la référente pour cet échange. Elle n'a pas utilisé le support de présentation accessible en cliquant [ICI](#).

Le CGA de Lorraine a été créé en 1975 ; il est affilié au réseau FNAB .

5,5 % de SAU bio en Lorraine. Les polyculteurs-éleveurs (avec bovins) sont les plus nombreux. Les fermes bio sont à l'image des fermes conventionnelles pour leurs activités. Il y a une très forte dynamique d'installation en maraîchage bio (plus de la moitié d'entre eux sont « hors cadre familial » ; ils s'installent principalement sur de petites surfaces dans des systèmes de maraîchage très diversifié.

En 2015-2016 : très grosse dynamique de conversion en nombre et surface. Les profils des fermes concernées sont différents des années précédentes : plus grandes, avec des céréaliers purs ; des profils pour lesquels il y a moins de recul pour l'accompagnement à la conversion. Sur les conversions, le niveau des aides est incitatif dans un contexte d'élevage difficile économiquement.

Les conversions sont moins préparées ces dernières années (sentiment d'urgence).

Pour Bernard Wentz, il y aurait un effet génération (les « NPK » arrivent tous à la retraite, les enfants n'ont pas envie de reprendre le modèle des parents). Il y a aussi des effets vitrines, des pointures techniques en bio dont on parle.

Y-a-t-il une demande de l'agro-alimentaire, des laiteries pour des produits bio ? Cela a été le cas en 2009/2010, mais plus maintenant. Les opérateurs économiques locaux sont plutôt surpris et inquiets . L'arrivée de Biolait dans la région permet la poursuite des conversions laitières. Dominique Eve indique que dans la Manche, un laitier sur deux en projet de conversion est refusé par les laiteries.

Pour accompagner l'installation des maraîchers, un système de tuteurage s'est mis en place. Il y a environ 100 maraîchers en Lorraine qui livrent essentiellement en circuits courts et AMAP.

Il y a eu quelques arrêts de production en maraîchage, en raison de résultats économiques insuffisants ou/et de quantité de travail trop importante.

Pour la restauration collective, il existe trois plate-formes d'apport, mais les maraîchers diversifiés sont peu portés sur ces marchés.

Au niveau du réseau FNAB régional, avec l'inclusion de la Lorraine dans la région Grand-Est, une structuration en cours mais n'est pas facile avec trois contextes très différents pour chacune des ex-régions..

En Alsace, le vignoble bio représente 15 % des surfaces, soit le tiers des producteurs bio de la Région.

42) L'agriculture biologique dans l'enseignement agricole en région Grand-Est (Florent Flamion, chargé de mission SRFD/DRAAF)

Compte-tenu des changements politiques suite à la création de la nouvelle région, et pour mettre en perspective les actions et le positionnement de l'enseignement agricole, Florent présente les grandes orientations de la commission agriculture de la région Grand-Est qui viennent d'être rendues publiques. Elles s'articulent autour de quatre axes :

- Compétitivité (soutien à l'innovation)
- Asseoir et étoffer les marchés (locaux – export)
- Innovations et nouvelles technologies en particulier dans le domaine agronomique
- Attractivité des métiers

Il souligne que les termes d'agro-écologie et agriculture biologique n'ont jamais été prononcés.

L'enseignement agricole public est majoritaire dans la région (avec absence du privé en Alsace, faible présence en Lorraine). L'apprentissage est dynamique et porté à 80 % par

l'enseignement agricole public. La formation continue est essentiellement proposée par les CFPPA des EPLEFPA.

On dénombre 14 EPLEFPA, 17 exploitations dont 11 avec du bio partiel (développé surtout depuis 2010-2012). La surface en bio de ces fermes dépasse les 10 % de la SAU cumulée. Les politiques publiques ont eu un fort impact pour développer ces activités bio. C'est intéressant d'avoir des ateliers différents mais rend plus difficile leur utilisation pour l'approche système.

[Voir la carte des fermes de lycée de Grand-est](#)

EPL	SAU AB (SAU totale)	Activités	Remarques
Obernai (Bas-Rhin)	19,45 ha (sur 64)	Houblon Choux à choucroute	
Rouffach EA viticole (Haut Rhin)	5 ha (sur 14,6)	Viticulture	Première récolte bio en 2017
Rouffach ferme de Judenmatt (Haut Rhin)	27 ha (sur 67,7)	Grandes cultures et volailles de chair	3500 volailles/an.
Rouffach Wintzenheim (Haut Rhin)	2 ha (sur 4,35)	Maraîchage et plants maraîchers	Vente directe
Avize (Marne)	(7,22 ha)		Activité viticole non certifiée bio mais en conduite bio pour 1 ha environ
Somme-Vesle (Marne)	31 ha (sur 222)	Luzerne	
Fayil-Billot	6,44 ha (sur 8,25)	Légumes, verger conservatoire, osier	
Rethel (Ardennes)	39 ha (sur 190)	Grandes cultures et ovins	110 brebis
Balcon des Ardennes – St-Laurent (Ardennes)	0,25 ha (sur 64 +?)	Poules pondeuses	Petit atelier 100 poules vente directe
Nancy Pixericourt (Meurthe-et-Moselle)	(100 ha)		Pas de certification bio mais système très avancé dans les voies de l'agro-écologie
EPL de la Meuse site de Verdun (Meuse)	48 ha (sur 193) (site 100 % bio)	Prairies et cultures	Site situé à 60 km de l'établissement
Courcelles-Chaussy (Moselle)	10,5 ha (sur 184)	Maraîchage, mirabelle et grandes cultures	
Chateau-Salins (Moselle)	183 ha		Projet de conversion bio pour 2017 (vaches laitières)
Mirecourt (Vosges)	309,82 ha (sur 357)	Système herbager en très grande majorité	Conversion débutée en mai 2016 pour les terrains, à venir pour les vaches laitières

La ferme de l'INRA de Mirecourt en production laitière bio fait référence. Des questions se pose sur son évolution.

Pour les formations :

Sur 15 CFPPA proposant des BPREA, 3 sont habilités pour des parcours à orientation bio (Courcelles-Chaussy, Fayl-Billot et Rouffach).

Un CS bio niveau IV est proposé à Courcelles-Chaussy

Obernai est un des sites de formation de la licence Pro ABCD

Des MIL sur la bio sont proposés sur les établissements impliqués dans les formations bio/ à orientation bio

NB : le Bac Pro CGEA proposé par l'EPLEFPA du Balcon des ardennes n'a pas été évoqué à ce moment là:

43) L'EPLEFPA de Courcelles-Chaussy (Marc Liotard, directeur adjoint)

L'EPL de Courcelles-Chaussy est constitué :

- d'un lycée avec 400 élèves environ (filières STAV, Bac pro Agro-équipement, BTS agronomie productions végétales et gestion et maîtrise de l'eau)
- un CFA / CFPPA
- une ferme de polyculture-élevage laitier, plus l'atelier bio (maraîchage, mirabelles et culutres)

L'atelier maraîchage bio a été porté au départ par le CFPPA (support pédagogique du BPREA) avant d'être intégré à la ferme. Cet atelier était conduit de manière isolée du reste de la ferme. Une volonté de mise en synergie des ateliers est affichée. Sa mise en œuvre a débuté et doit se poursuivre.

La ferme est ouverte sur son territoire et accueille différents événements dont le forum annuel maraîchage bio .

44) Programmes et actions transfrontalières

Ils s'agissait de faire un état des lieux d'action de coopération transfrontalières menées ou en cours sur la formation à la bio au niveau de la région Grand-Est.

CERTIBIO-Rhin (Bernard Wentz)

Bernard Wentz, dans ces différentes missions en Alsace a suivi cette action qui a mobilisé l'Alsace, plusieurs régions allemande et une région suisse. Elle est née dans les années 85-86 avec des démarches dites « cercles de qualité - les agriculteurs conseillent les agriculteurs ». En 2013, un financement Inter-Reg a été obtenu pour conduire le projet dont les objectifs étaient les suivant :

- faire un point sur l'existant en formation bio dans les 3 pays.
- identifier les possibilités d'harmoniser les modules de formation, avec la création de parcours de formation transfrontaliers. Cet objectif n'a pas été atteint
- renforcer la mobilité formateurs et apprenant (réussite)
- création d'outils pédagogiques bilingues (réussite)

Le travail s'est focalisé sur trois pôles de production : maraîchage, viticulture et production laitière

Un réseau de fermes de référence a été mis en place dans les trois domaines, ainsi que dans celui de l'arboriculture avec un cadre agro-écologie (mais une exploitation en AB).

Consulter une présentation du projet en cliquant [ICI](#)

Accéder au dictionnaire bilingue français/allemand pour le domaine du maraîchage : [ICI](#)

Actions à Courcelles-Chaussy (Patrice Muller, Philippe Meyer, Franck Adams):

Il s'agit de mettre en œuvre des collaborations transfrontalières. Il y a d'abord eu des visites

de ferme et de coopératives (Terra-Lux). Un lien s'est créé avec Franck Adams (Lux) sur la question des semences.

Qu'on soit en Wallonie, au Luxembourg ou à Courcelles, il y a de fortes similitudes au niveau du type de formations proposées (type BPREA) et un public en formation qui se ressemble. D'où une envie d'échanger avec les collègues sur les outils utilisés en formation.

Au Luxembourg, il existe un institut pour l'AB. Le lycée technique agricole travaille déjà sur le maraîchage bio. La question de l'accompagnement des diplômés dans le monde du travail se pose. Il a été créé un diplôme de technicien maraîcher sur 3 ans, en réponse à la demande « bio et local » (97 % de légumes importés). Il faut ré-inventer le secteur (d'où l'importance d'un partage d'expérience avec les pays voisins).

Mission « Grande Région » (Catherine Boulot)

La « Grande Région » est un territoire transfrontalier avec la Lorraine, une partie de la Belgique, le Luxembourg et deux régions allemandes. Un président de cette « grande région » est élu tous les deux ans. [Pour en savoir +.](#)

Dans le cadre du dispositif d'[appel à projet animation, développement des territoires](#), Catherine est chargée de mission pour un tiers-de son temps pour :

- Faire connaître l'enseignement agricole en « grande région » et intégrer les réseaux existants. Exemple : réseau transfrontalier EDD informel avec 80 partenaires. (journée abeille avec 100 personnes, l'agro-écologie-tour)
- Faciliter les mobilités apprenants
- Échanges de pratiques (ex : fermes pédagogiques)
- Participation à des projets Inter Reg (valorisation de la laine)

L'« [Agro-écologie Tour](#) » à Mirecourt dans le cadre du salon de l'herbe a été un succès avec la venue des partenaires enseignants de la « grande région ».

Les rencontres du réseau FORMABIO en Moselle sont aussi l'occasion de répondre aux objectifs de partages dans le cadre de réseau, d'où la présence de collègues du Luxembourg, de Belgique et d'Allemagne.

45) Bilan d'activité du réseau et perspectives (Jean-Marie Morin et Bertrand Minaud co-animateurs du réseau Formabio)

Les bases de ce bilan et des perspectives ont été proposées à partir de la vision des participants. Elles ont été co-construites (animation inspiration « world café ») sur la base de quatre grands thèmes :

- La communication interne et externe du réseau
- L'agriculture biologique dans les formations de l'enseignement agricoles
- L'agriculture biologique dans les exploitations et ateliers et liens avec les territoires
- La formation continue des personnels

Les tableaux ci-après sont une retranscription des traces écrites laissées par les participants à l'exercice.

Communication interne et externe	
Bilan	Perspectives / Propositions
. Les outils/actions de Communication interne :	- Trouver des moyens pour communiquer sur les activités pédagogiques en lien avec la bio

<ul style="list-style-type: none"> - groupe de discussion « conf-formabio » (mais interne enseignement public), - google-group Formabio pour toucher l'enseignement privé et les partenaires ainsi que les collègues de l'enseignement agricole des autres pays - site internet wiki - « séminaire » annuel Formabio <p>. Les outils/actions de Communication externe :</p> <ul style="list-style-type: none"> - site internet wiki - Twitter #Formabio - Blog Bio emploi terre nouvelle - Salons Tech&Bio, « la terre est notre métier », salon international de l'agriculture, sommet de l'élevage - les EPL et leurs exploitations par des partenariats via journées de démonstration, projets d'expérimentation... - site Chlorofil via « réseaux et annuaires » <p>Remarques :</p> <ul style="list-style-type: none"> - On est souvent dans « l'entre nous » « les bios parlent aux bios » - Attention au risque du trop d'information et trop d'outils de communication 	<p>réalisées au sein des établissements</p> <ul style="list-style-type: none"> - Favoriser le mélange des « publics bio » et « non bios ». Utiliser en particulier l'opportunité de l'agro-écologie pour parler de la bio et favoriser ce mélange des publics - Renforcer la présentation du bio comme une perspective crédible professionnellement - Utiliser les services d'ABIODOC pour diffuser les informations (publications, offres de formation...)
---	--

L'agriculture biologique dans les formations de l'enseignement agricole	
Bilan	Perspectives / Propositions
<ul style="list-style-type: none"> - Environ une centaine de formations en bio ou à orientation bio, du CAPA à la licence Pro. Les offres en BPREA sont majoritaires. Les filières concernées sont variées. Offre toujours en progression régulière. - L'offre de formation en bio dans l'enseignement supérieur est insuffisante - Evolution récente des référentiels de formation, avec des aspects positifs pour l'intégration de la bio dans les formations, mais des risques d'ambiguïtés entre agro-écologie et AB ; crainte d'une opposition entre les deux concepts. - Importance des notes de services sur la bio dans l'enseignement de 2008 et 2011. - Mais la bio reste globalement peu abordée en formation initiale scolaire et apprentissage. - Avec la politique autour de l'agro-écologie, 	<ul style="list-style-type: none"> - Faire un point plus précis sur les formations à orientation bio : combien de centres en proposent, dans quelles régions, quelles spécialités → repérer des manques - Peser pour qu'on continue à parler de bio dans les formations (pas d'éviction derrière l'agro-écologie) - Poursuivre le travail pour convaincre des bien fondés de la bio, que ce soit auprès des enseignants/formateurs que des apprenants. - Ne jamais oublier dans les formations spécialisées/orientées AB la découverte des autres formes d'agriculture présentes sur les territoires.

changements de conception de beaucoup d'enseignants (en agronomie en particulier)	
---	--

L'agriculture biologique dans les fermes et ateliers de l'enseignement agricole, liens avec les territoires	
Bilan	Perspectives / Propositions
<ul style="list-style-type: none"> - Toujours plus de bio dans les fermes de lycées. On atteint 60 % des fermes et 20 % de la SAU dans l'enseignement agricole public - De nombreuses fermes avec un seul atelier en bio (conversion partielle). Pose la problème de la cohérence globale du système et pose question sur la crédibilité sur le territoire. - Toujours des réticences de la profession sur le passage en bio de fermes de lycées mais approbation de plus en plus grande partie de la population. Les réticences concernent aussi parfois les parents d'élèves (incidence négative sur le recrutement). - Des fermes bio de lycées contribuent à des projet de recherche développement (financement CASDAR). Mais il y a globalement un manque de moyens humains et financiers pour faire plus dans les domaines de la recherche et du développement. - Dans certaines situations, le passage en bio d'une ferme de lycée est une vraie opportunité pour l'avenir (économique, sens, cohérence...) - Des conversions bio d'ateliers ne sont pas nécessairement en portées en parallèle avec un réel projet pédagogique et/ou de centre/d'EPL 	<ul style="list-style-type: none"> - Nécessité d'un pilotage régional sur les orientations des fermes de lycées (recherche de cohérence territoriale). - Améliorer la communication sur les réalisations de l'enseignement agricoles. Valoriser les actions des EA/AT lors de salons, conférences.... aux niveaux régionaux ou nationaux. - Inciter fortement à l'intégration de producteurs bios dans les réflexions sur les projets des EA/AT des établissement. - Poursuivre et intensifier les liens avec les institut, l'ITAB en particulier. - Valoriser et développer les collaborations entre les fermes/ateliers des établissements et les acteurs professionnels des territoires.

Formation continue des acteurs de l'enseignement agricole	
Bilan	Perspectives / Propositions
<ul style="list-style-type: none"> - Les formations à la bio peu présentes au PNF (Programme National de Formation) ; il en est sans doute de même pour les autres domaines techniques non bio. - Une offre de stage sur « l'accompagnement des porteurs de projets en permaculture en formation » qui correspondait à des demandes récurrentes. - Offre toujours présente de la formation à 	<ul style="list-style-type: none"> - Séminaire Formabio : faciliter une plus large participation par une prise en compte au titre de la formation continue (PNF?). Y faire venir le FIBL. - Diffuser l'information sur l'offre de formation à distance sur l'utilisation de la « Biobase » d'Abiodoc. - Proposer des formations sur <ul style="list-style-type: none"> ♦ la place de la bio dans les diplômes

<p>distance sur l'intégration de la bio dans ses pratiques d'enseignement (FOAD)</p> <ul style="list-style-type: none"> - Quelques offres thématiques intéressantes diffusées via la « conf-formabio » - Aucune offre identifiée dans un cadre PRF (Programme Régional de Formation) - Globalement pas de liste de formations en AB lisible sur une année et suffisamment anticipée pour faciliter les participations. - Très souvent ressenti d'un manque de temps pour se former, et se déplacer vers ces lieux de formation. - Nécessité d'une meilleure répartition des offres de formation dans l'année (beaucoup trop concentrées entre septembre et décembre). - Pour se former à la bio, il faut aller dans les organismes extérieurs, en particulier pour ce qui concerne les domaines techniques. 	<p>renovés et le cadre des formations à « orientation bio »</p> <ul style="list-style-type: none"> ♦ les pédagogies alternatives (nb : cf journée de formation début 2016 par la chambre régionale d'agriculture des Pays-de-la-Loire) ♦ les nouveaux outils pédagogiques et les ressources en bio ♦ définition des objectifs pour les projets (?) <p>- Travail sur les mobilités inter-centres (ex : assurer une UCARE ou un module dans un autre centre) en France et à l'international (mais lourdeur administrative...)</p>
---	--

Le document accessible ICI fixe des éléments de ce bilan vu par les animateurs du réseau. En complément et en réponse à certains éléments ci-dessus :

46) La bio à la chambre d'agriculture de Moselle et trajectoire personnelle de son président (Antoine Henrion, président de la chambre d'agriculture de Moselle)

En tant que président de la chambre d'agriculture départementale, Antoine Henrion a tout d'abord souligné l'importance qu'il attachait au lien avec les lycées sur les volets formation, transmission, et accompagnement. Leurs actions sont complémentaires des offres de formation de la chambre d'agriculture.

Plus de la moitié des surfaces en bio de la Région Lorraine (5,5% de la SAU) se situent en Moselle (6 % de la SAU). Accélération des conversions depuis 2015/2016, essentiellement en polyculture élevage lait et viande.

L'Agence de l'eau Rhin-Meuse intervient dans l'accompagnement du développement de la bio (aide aux agriculteurs et financement de l'accompagnement) dans le cadre des politiques liées à la reconquête de la qualité de l'eau (pollutions diffuses par les produits phytosanitaires en général, et protection des captages d'eau potable en particulier). Le [SDAGE](#) (schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux) fixe des objectifs ambitieux pour l'AB.

Sur la bio, il existe une plate-forme cadre de collaboration sur le développement et le suivi de l'AB. Un point information bio et des actions de suivi technique et suivi des filières.

Cette plate-forme partenariale représente environ 20 équivalents temps-plein pour la Lorraine.

Pour la chambre d'agriculture de la Moselle, huit personnes (2,5 ETP) sont identifiées pour le suivi des dossiers bio. Il n'y a pas de moyens humains dédiés à 100 % ; c'est une volonté politique que les conseillers gardent un pied dans l'agriculture conventionnelle en permanence afin d'établir plus facilement les ponts entre les différentes formes d'agriculture. L'équipe est chapeauté par un économiste. Quand un agriculteur a une volonté de conversion,

il y a d'abord une démarche d'approche globale. Pour passer en bio, il y a besoin de mûrir les projets ; cela occasionne des changements radicaux et importants de la vision du fonctionnement de l'exploitation.

Dans le cadre régional, sont organisées des formations de groupes d'agriculteurs bio, des actions type « mois de la bio », édition d'un catalogue de formations, rencontres avec les filières...

Comment se fait la répartition des rôles entre la chambre d'agriculture et le CGA Lorraine ?
→ Il y a une répartition mais aussi une superposition des rôles. Il y a une cohabitation entre FNAB « bio-historique », le COPA-COGECA / IFOAM. Nous avons parfois des difficultés à nous comprendre et à co-habiter. Il y a également parfois des phénomènes de concurrence à l'origine de perte d'énergie.

Pour la chambre d'agriculture, la bio doit aller vers plus de pragmatisme, ne pas opposer des systèmes. Il doit y avoir un discours audible et responsable envers les agriculteurs et un investissement avec les filières.

Il peut arriver qu'il y ait quelques questionnements sur la déconversion (lié à l'accès aux aides au maintien entre autres – cap des 10 ans (5 + 5)). Les filières doivent apporter une plus-value cohérente par rapport à l'investissement des agriculteurs.

En tant que président de la chambre d'agriculture, Antoine Henrion estime important d'avoir un panel diversifié d'activités dans les fermes des lycées agricoles (bio/pas bio, circuits courts/circuits longs...).

Au niveau des filières, en Lorraine il y a [Probiolor](#), une coopérative bio historique pour les grandes cultures. Plusieurs laiteries ont une demande de lait bio.
« On est globalement en panne pour retrouver des productions agricoles correspondant mieux à l'alimentation des habitants du territoire. »

L'AB n'est pas un marché de niche, mais ne sera jamais un marché de masse. Ce n'est pas possible à court terme, sauf à permettre des valeurs ajoutées suffisantes et durables pour tous quels que soient les circuits de commercialisation dont la RHD (formidable levier d'éducation à l'alimentation et traçabilité-territoire, mais pour une valorisation économique insuffisante actuellement).

« La bio a un vrai rôle à jouer dans les marchés de proximité. La question des filières est fondamentale. Si on veut se planter, il faut continuer à faire comme avant... »

La ferme d'Antoine Henrion

C'est une ferme uniquement en grandes cultures sur 380 ha. Le drainage a permis d'évoluer vers ce système de grandes cultures. Les performances techniques ont toujours été bonnes. Fort investissement dans les CETA.

L'exploitation est diversifiée depuis longtemps (pois protéagineux depuis très longtemps). Mais comment valoriser ces produits diversifiés (les COOP ne sont pas volontaires dans ces démarches) ? Ayant le sentiment d'avoir bien exploré toutes les problématiques de ces systèmes, avec des difficultés type désherbage, c'est posée la question de la conversion partielle bio de la ferme (2 sites) mais cela apparaissait très compliqué techniquement et difficile d'avoir une cohérence d'exploitation.

La conversion bio est facilitée par des échanges paille-fumier avec des éleveurs (échanges

augmentés) (situés à 80 km) + 10 % de luzerne.

Apport de 3 T de fumier/an/ha.

Le passage en bio a demandé une réflexion au sein de l'entreprise (associés et salariés), en prenant en compte des aspirations familiales (une fille à AgroPariTech très intéressée par les valeurs citoyennes et sociétales dont AB). La réalité économique des filières conventionnelle s'est aussi imposée comme déterminante (avec à la base une situation saine techniquement et économiquement). Dans le « business plan », les années 3 et 4 apparaissent comme difficiles.

Situation 2016 : en C2, récolte divisée par 10 pour le pois/féverole).

D'un point de vue assolement, il y a plus de cultures de printemps. L'assolement est constitué de la manière suivante : 10 % luzerne, 10 % soja/maïs, 5 % de protéagineux, 5 % de divers cultures à valorisation pour l'alimentation humaine, 10 % de tournesol, 10 % de Colza, le reste en céréales à paille.

La coopérative (Probiolor) donne des indications sur les emblavements à réaliser (contractualisation). On est plus proche des marchés.

Des investissements ont été réalisés : bineuse, herse étrille.. Il y a un important projet de stockage.

La vision de la performance des productions est totalement différente du conventionnel. Il en est de même pour la manière d'organiser les itinéraires de production.

A titre d'exemple, Antoine était plutôt « allergique aux cultures associées ». En fait vu l'année 2016, il ne fera plus de protéagineux en culture pure. Il faut regarder autrement. « On voit un pied de vulpin différemment ».

Est-ce que la ré-introduction de l'élevage est envisagée ? En tant que source de matière organique, non. Mais réflexion sur l'introduction d'un élevage (volaille) ou de maraîchage pour une valorisation en vente directe peut-être.

Antoine veut être promoteur d'échanges entre les systèmes.

Y-a-t-il eu des réactions au fait que le président de la chambre d'agriculture passe en bio ?

« Ça a bousculé le landerneau. ». « J'assume parce que je suis cohérent dans ma démarche ».

La bio « c'est le haut du haut, le plus abouti, la performance ». L'AB peut tirer vers le haut pour produire + et mieux et rapprocher la société de l'agriculture.

V.Présentation et visite de l'exploitation agricole de l'EPLEFPA (Laurent Rommert)

La présentation générale de la ferme est faite en salle le mardi en fin d'après-midi. La visite est réalisée le mercredi en fin de matinée, en deux groupes conduits pour le groupe « maraîchage » par Benoît Votzel (chef de culture maraîchage) et pour le groupe « élevage » par Laurent Rommert le directeur de l'exploitation.

Laurent est directeur de la ferme depuis cinq ans.

La ferme dispose de 184 ha, d'un seul tenant, mais séparation par la route. 7 équivalents temps-pleins salariés de droit privé. En région, il y a très peu de subvention pour la pédagogie.

Le projet d'exploitation a été validé en 2011/2012 et s'appuie sur trois grands axes :

- pérenniser et valoriser les ateliers par et pour la pédagogie
- limiter les intrants (AB et Ecophyto, médicaments, alimentation concentré autonomie

raisonnable)

– éduquer et se rapprocher du consommateur → vente directe et développement de l'expérimentation.

La ferme a toujours été orienté en polyculture-élevages avec une forte prédominance de l'élevage jusqu'en 2000. Dans les années 2000-2010 : moins d'animaux, plus de charrue (comme le territoire, plus de céréales). En 2016, renforcement du volet élevage laitier avec un passage de 450 000 à 900 000 l de droit à produire laiterie (récupération du quota d'un voisin).

L'atelier lait est conduit dans une logique sécuritaire pour la santé animale (objectif zéro mortalité, zéro morbidité), ce qui conduit à un interventionnisme organisé.

Objectif d'autonomie alimentaire : valorisation des fourrages dont pâture (dans une visée d'optimisation avec maintien d'un bon niveau de production). 1500 kg de concentrés/VL/an.

Dans cette récente évolution de la production, il est recherché un effet de dilution de la charge liée à la main d'œuvre salariée pour l'élevage.

Robot de traite : un mauvais souvenir qui laisse des traces. Dans les années 2000, la ferme réalise un investissement dans un robot de traite (en cohérence avec la présence de la filière agroéquipement). Techniquement, le matériel ne fonctionne pas. S'ensuit de graves dysfonctionnements techniques, économiques et sociaux avec abandon de cet outil et retour à un système de salle de traite.

L'atelier maraîchage génère le chiffre d'affaire le plus important après l'atelier laitier. Cet atelier a été mis en place en 2009 par le CFPPA pour répondre à des besoins pédagogiques (BPREA orientation bio). En 2012 cet atelier rejoint l'exploitation. Il s'appuie aujourd'hui de 3 ha 1200 m² couvert. La commercialisation est effectuée uniquement en vente directe, dont 50 % du chiffre d'affaire en paniers (49 semaines/an) et 50 % en magasin de mars à octobre.

Le système est « multi-légumes, multi-espèces » avec assez peu de mécanisation. La main d'oeuvre de l'atelier est comptabilisée pour 3,2 ETP.

Depuis 2015, l'activité maraîchage rentre dans la rotation avec les céréales bio ; ce qui occasionne des « confrontations d'échelles ». L'apparition de « murs sanitaires » en maraîchage (hernie du chou) a nécessité cette décision.

L'implication pédagogique est forte sur la plate-forme maraîchage. Le responsable de culture fait des heures en pédagogie sur la formation BPREA. Laurent fait part d'une certaine inquiétude devant le fait que l'atelier maraichage est le premier atelier à recommencer à consommer des intrants (insecticides et engrais) pour répondre à l'exigence de qualité des légumes. Le chiffre d'affaire est de 30 000 €/ha/an.

En grandes cultures bio, sont cultivés du blé, de l'épeautre, du triticale, du pois, du seigle-féverole, du tournesol, et des prairies temporaires.

En terme d'utilisation pédagogique, l'atelier grandes cultures est celui qui est le plus utilisé. Il se situe au troisième rang en chiffre d'affaire pour la ferme. C'est 70 ha pour un demi ETP.

La ferme participe aux actions Ecophyto, avec mise en œuvre de différentes alternatives comme le désherbage alternatif (utilisation de la herse étrille houe rotative en partenariat avec la CUMA), le semis de précision, le levier travail du sol (labour, TCS, semis direct). « On se s'interdit rien » (un labour tous les 4/5 ans pour culture printemps maïs tournesol)

La ferme entre dans un programme agriculture de conservation avec l'agence de l'eau, afin d'évaluer les impacts environnementaux de ces pratiques. Mise en place d'essai sur 15 ha

sans labour (« léger voile de glyphosate ») sur une surface drainée avec préleveur automatique qui permet de suivre la teneur en pesticides.

-Les sols de la ferme sont hydromorphes et de texture assez hétérogène.

VI. Les travaux en ateliers

Des travaux en ateliers ont été menés à deux moments différents pendant 2 h à 2h30 par séquence, les mercredi matin et après-midi.

61- Atelier d'échanges transfrontaliers

En présence de représentants d'Allemagne, du Luxembourg et de France

Chacun a pu présenter comment l'agriculture biologique était prise en compte dans l'enseignement agricole.

- [Au lycée technique agricole du Luxembourg](#)
- [En France](#)
- En Allemagne (pas de support de présentation ?)

Catherine Boulot a rappelé les contours de sa [mission « grande région »](#)

Le temps de l'atelier a juste permis d'échanger sur le sujet, avec une envie d'échanger plus à l'avenir.

62- Atelier maraîchage sur petites surfaces

Pour visualiser la prise de note de cet atelier, cliquer [ICI](#)

Atelier basé sur le témoignage de Guillaume Boitel, maraîcher avec 6 ans d'expérience. Au final, il apparaît plus comme maraîcher diversifié assez classique que maraîcher sur petite surface. Il a remis en cause la pertinence du « très petit ». On retrouve du pragmatisme et du bon sens, avec un critère développé lié à la productivité du travail.

Il apparaît nécessaire de faire plus d'enregistrements sur les exploitations maraîchères des EPLEFPA.

63- Atelier « pédagogie »

Ce groupe s'est focalisé sur des partages d'expériences sur les thématiques suivantes :

- Échange sur les parcours, les pré-post formations
- Rénovation du BPREA
- Le public (mixité bio/pas bio – avantages/inconvénients)
- Partage des compétences bio dans les centres de formation : constat d'une fragilité parce que ces compétences sont souvent très liées à la personnalité de quelques personnes très motivées par la question.

64- Atelier santé animale en élevage bio

65- Atelier systèmes de polyculture élevage et agro-écologie : la bio est-elle une solution pour les fermes d'EPL ?

VII. En guise de conclusions : « rapport d'étonnement » des participants

MERCI à TOUS les participants !

MERCI à l'équipe de Courcelles-Chaussy pour l'accueil et sa contribution à la bonne organisation de cette rencontre !